
Les Israéliens aspirent à la paix

Elie Barnavi

Les faits d'abord: l'opinion publique israélienne a, dans l'ensemble, bien accueilli l'accord israélo-palestinien et la reconnaissance par l'Etat hébreu de l'Organisation de Libération de la Palestine, bien mieux, en fait, qu'il n'était raisonnable de l'espérer. Selon les premiers sondages, environ 55% des Israéliens se rangeaient derrière le gouvernement Rabin, près du double du pourcentage des opposants déclarés. Depuis, si le nombre de ces derniers est resté à peu près stable, une proportion significative du marais a rejoint les partisans de l'accord.

C'est que, comme toujours, *nothing succeeds like success*. Les médias ont fait leur travail habituel d'amplification: images flatteuses de la Maison blanche, appui international impressionnant, Israël projeté pour une fois sur le devant de la scène mondiale en habit de lumière, pays arabes et musulmans multipliant les gestes de bonne volonté et s'ouvrant aux nouveaux amis venus d'Israël, en attendant la reconnaissance en bonne et due forme. Les "premières" ne se comptent plus: reportage télévisuel en direct de Tunis, les gens d'Arafat servant de lobby aux journalistes israéliens auprès des autorités israéliennes; correspondance radiophonique, en direct toujours, d'Amman; révélations sur des négociations engagées depuis longtemps déjà entre Israël et la centrale palestinienne, mieux, sur une coopération, ancienne et multiforme, entre l'OLP et Israël, y compris sur le plan militaire. En un formidable bouillonnement d'idées, on brasse des projets qui soudain semblent à portée de la main: liaisons aériennes et terrestres avec Amman, raccordement des réseaux électriques israélien, palestinien et jordanien, en attendant le syrien et le libanais, exploitation en commun des ressources naturelles, tourisme, agriculture... Détail significatif, la Bourse a réagi favorablement, les entrepreneurs aussi. Pour demain, le marché commun proche-oriental à l'européenne, pour après-demain la

confédération politique. La paix, hier mirage, se mue aujourd'hui sous les yeux des plus sceptiques en réalité palpable, et fait miroiter des perspectives vertigineuses: un Proche-Orient nouveau, pacifié, où il fera enfin bon vivre.

La personnalité du Premier ministre est pour beaucoup dans ce consensus, que même les derniers attentats terroristes semblent impuissants à briser. Avec un sens politique rare, les membres du Parti travailliste ont porté à leur tête, lors des "primaires" qui ont précédé les élections de juin 1992, le seul homme capable de l'emporter: Yitzhak Rabin, chef d'état-major général lors de la guerre des Six-jours, ancien Premier ministre, ministre de la Défense du gouvernement d'Union nationale et, à ce titre, responsable de la répression de l'Intifada, n'est certes pas connu pour nourrir des opinions excessivement pacifistes. Puis, ayant confié la tête de liste à ce Monsieur Sécurité par excellence, ils lui ont donné pour second l'homme capable de penser la paix, Shimon Pérès, et l'ont entouré de gens dont les idées sont proches de celles défendues par le mouvement "la Paix maintenant". Mais c'est le Premier ministre qui se trouve en première ligne. Or, si Pérès inquiète, Rabin rassure: si ce faucon pragmatique a fait cela, c'est qu'il n'a pas pu faire autrement, et qu'il a pris ses précautions...

Enfin, l'habitude a joué son rôle: après tout, Israël reconnaît l'OLP, et le ciel ne s'ouvre point; son Premier ministre serre la main du "chef des tueurs", et Sodome est toujours debout. La poignée de main de la Maison blanche, c'est de l'inouï; quelques semaines plus tard, la rencontre Rabin-Arafat en Egypte, c'est du banal. Ainsi vont les choses.

Résumons: dans l'opinion publique, les seuls qui savent exactement ce qu'ils veulent et ce dont ils ne veulent pas sont minoritaires, et se trouvent aux deux bouts de l'éventail politique. Le fait nouveau est ailleurs: l'acte de volonté du gouvernement a entraîné le gros du marais, inquiet, mais prêt à tenter l'aventure. Nous verrons bientôt pourquoi cette victoire sur l'opinion n'était pas difficile à prévoir.

La classe politique reflète inégalement l'état de l'opinion. Là encore, aux deux bouts du spectre, les réactions des formations politiques et des militants étaient à la fois attendues et en phase avec leurs partisans: ferveur dans la gauche sioniste (l'alliance Meretz) et antisioniste (communistes, Parti démocratique arabe), hostilité déclarée à l'extrême-droite (les national-religieux et leur fer de lance, le Bloc de la foi, ainsi que les partis laïcs d'extrême-droite, Tzomet et Moledet).¹ Les réactions les plus intéressantes sont celles des deux grands partis de gouvernement, Avoda (travailliste) et Likoud ("Rassemblement" des droites).

Les travaillistes ont suivi comme un seul homme. Cet unanimité, significatif de l'évolution des mentalités israéliennes, n'allait pas de soi. Plaqué sur la réalité du Yishouv (la communauté juive en Palestine mandataire), puis de l'Etat, le clivage droite/gauche est trompeur. Sous

ses diverses dénominations, la gauche sioniste a toujours eu une composante activiste, voire annexionniste, des positions gauchistes "de classe" s'étant parfaitement accommodées d'un romantisme "grand Israël". Cette aile dure, "sécuritaire", n'a pas complètement disparu. Elle fera encore parler d'elle, que ce soit à propos des colonies de la vallée du Jourdain, ou de celles que les travaillistes ont implantées sur le Golan. En attendant, elle est en perte de vitesse. Serrés autour de leur chef de file, pris dans un étroit corset parlementaire mais se sentant portés par le vent de l'histoire, les travaillistes font bloc "pour la paix", même ceux, classés depuis toujours comme "faucons", qui étaient traditionnellement hostiles à l'éventualité d'un Etat palestinien, ainsi qu'à toute forme de dialogue avec l'OLP.

Le grand perdant est le Likoud. Pris à contre-pied — il attendait le gouvernement sur le Golan, celui-ci frappait en "Judée-Samarie" —, incapable d'adapter son discours aux réalités, déchiré en clans féroce ment rivaux, ce parti se retrouve peu ou prou dans la situation qui était celle des travaillistes au lendemain de leur défaite historique de mai 1977. Les grandes manifestations qu'il a lancées contre le gouvernement avant la signature des accords de Washington et depuis, ont toutes été des échecs cuisants: le "peuple de droite" a brillé par son absence; seuls, ou peu s'en faut, ont répondu à l'appel les colons des territoires occupés.

Pis, le Likoud ne réussit plus à mobiliser ses propres militants. Trois de ses députés, et non des moindres, ont refusé de censurer le gouvernement et se sont abstenus lors du vote décisif à la Knesset, le 9 septembre. Lorsque le chef du Likoud, Benyamin Netanyahou, convoque une réunion extraordinaire du Comité central, les caciques du parti se montrent incapables de dégager ne serait-ce qu'un semblant de programme consensuel. Puis, lorsque ledit Comité central se réunit, le 19 octobre, il s'avère que, nonobstant la gravité de l'heure, seul un membre sur trois s'est dérangé. D'ailleurs, parmi ceux qui ont fait le voyage, certains tiennent publiquement des discours bien étranges: un tel, délégué de Rehovot, explique qu'il ne sert à rien de faire comme si cet accord n'existait pas, et que le Likoud serait bien inspiré de rejoindre le processus de paix plutôt que de s'y opposer; tel autre, délégué d'un groupe de mochavim (villages coopératifs) du centre du pays, affirme que la plupart de ses mandants, fidèles électeurs du Likoud pourtant, sont plutôt favorables à l'accord, ou du moins pensent qu'il faut lui donner une chance... Pour prendre l'exacte mesure du désarroi de ce parti, il faut savoir ce qu'était l'atmosphère d'une réunion du Comité central du Likoud de la grande époque. Enfin, au moment où nous écrivons ces lignes, un groupe de membres de cet organisme s'apprête à partir pour Tunis afin de s'entretenir avec Yasser Arafat. Le Likoud: un parti bâti autour d'une seule idée — le "grand Israël" — dont la réalité, et, ce qui est plus rare, les électeurs, voire les militants, ne veulent plus. Il nous reste à comprendre pourquoi.

Une divine surprise

La manière, extraordinairement aisée, dont l'accord israélo-palestinien a été avalisé par l'opinion et la classe politique israéliennes est une divine surprise. Que l'on songe au poids de l'interdit qui pesait sur l'OLP et son chef. "*Nous ne discuterons jamais avec l'OLP*" —cette phrase, distillée à longueur d'onde et de colonne, avait la force d'un article de foi, véritable dogme dans lequel communiaient les principales familles d'idées, droite et gauche travailliste confondues. Dans le discours officiel, l'OLP était au mieux l'"*Organisation qui se prétend de libération de la Palestine*", parfois bien pire. Arafat c'était le diable incarné, "*la créature avec des poils sur la figure*" (Begin), "*un nouvel avatar d'Hitler*" (Begin toujours); ses hommes, des "*terroristes*", ou encore, dans le langage imagé d'un Raphaël Eytan, ancien chef d'état-major général pendant la guerre du Liban et leader d'un parti d'extrême-droite depuis, des "*cafards drogués*".

Dans la longue durée, depuis l'arrivée du Likoud aux affaires lors du ma'apakh ("renversement") de mai 1977, d'excellents observateurs diagnostiquaient un glissement à droite de l'ensemble du pays réel, qui rendait un compromis historique avec le peuple palestinien hautement improbable. Dans l'immédiat, une série d'événements dramatiques — l'effondrement de l'Union soviétique, la guerre du Golfe, l'erreur tragique de Yasser Arafat, la solitude de l'OLP et la détresse financière qui s'en sont suivies — portaient à la centrale palestinienne des coups très durs. Apparemment, Israël, plus puissant que jamais, n'avait aucune raison de chercher à s'entendre avec un archi-ennemi exsangue, dont personne ne voulait.

Mais cette divine surprise est une fausse surprise. Rituel tenant davantage de la méthode Coué que de la stratégie politique, le bréviaire anti-OLP laissait froids depuis longtemps la majorité des Israéliens, comme d'ailleurs la plupart des orants eux-mêmes. Au moins depuis l'acceptation officielle par la centrale palestinienne des résolutions 242 et 338 et sa reconnaissance publique du droit d'Israël à l'existence "*dans des frontières sûres et reconnues*" (Genève, décembre 1988), s'était mis en place dans les médias un processus accéléré de légitimation de l'OLP. Sans enthousiasme certes, mais sans état d'âme excessif, les Israéliens ont fini par comprendre que l'"OLP-Tunis", comme on dit ici pour la distinguer de l'"OLP-territoires", était, sur la scène proche-orientale, un acteur de poids. Des ténors du Likoud l'admettaient d'ailleurs volontiers en privé. Au terme de ce long processus de légitimation, la négociation enclenchée à Madrid a rendu ce théâtre d'ombres parfaitement absurde,

tant il est devenu évident pour tout le monde que l'autonomie des délégués palestiniens par rapport à "Tunis" se limitait à peu près au choix de leur cravate

A quel moment ce travail de deuil des illusions, de résignation à la lucidité a-t-il commencé dans l'esprit et le cœur des Israéliens? Faut-il remonter à la guerre du Kippour qui a fait voler en éclats le double mythe de la passivité arabe et de l'invincibilité israélienne? A l'invasion du Liban, guerre trop manifestement politicienne, qui a porté un coup fatal au fameux consensus israélien? Difficile à dire. Une chose est certaine: dès avant le changement de cap de l'OLP, l'Intifada, en introduisant le "problème palestinien" dans la maison de tout un chacun à l'heure du sacro-saint journal télévisé de 21 heures, en a fait un problème de politique intérieure. Car, pour étrange que cela paraisse vu de Paris, le sort des territoires était considéré par la majorité des Israéliens comme une question de politique étrangère, quelque chose d'assez lointain, dont on débattait entre diplomates mais qui ne concernait pas directement la vie, somme toute normale, que l'on menait de ce côté-ci de la "ligne verte".

De là l'illusion d'optique: le glissement "à droite" de la société israélienne est indéniable, mais il ne concerne pas le problème de la paix et de la guerre. Tous les sondages le prouvent, un quart de siècle d'occupation, quinze ans de pouvoir de la droite nationaliste, n'ont jamais dégagé une majorité en faveur de l'annexion des territoires conquis lors de la guerre des Six-jours. L'avènement de la droite nationaliste au pouvoir répondait à de tout autres préoccupations. Les Israéliens votaient contre la mainmise pesante, vieille d'un demi-siècle, de la bureaucratie travailliste sur la vie du pays, contre l'organisation générale des travailleurs, la toute-puissante Histadrouth, contre le souvenir cuisant de la guerre du Kippour. Au "second Israël", majoritairement "sépharade", le parti de Menahem Begin avait offert un semblant de dignité politique, l'illusion, au moins, d'une vraie participation.

Le Likoud paie aujourd'hui le prix de l'écart qu'il a laissé se creuser entre son discours radical et les aspirations des masses qu'il était censé représenter. Comme les travaillistes à la fin de leur règne, il a décollé de la réalité politique et sociale du pays. Il a cru capter à son profit le vieil éthos romantique et pionnier de la gauche travailliste; il ne s'est pas aperçu que le pays profond a changé subrepticement de culture politique, que l'époque était à une espèce de post-sionisme hédoniste, dont la soif de normalité n'avait rien à faire de l'exaltation nationaliste à laquelle il prétendait convertir les Israéliens. Situation exceptionnelle en démocratie, un parti à l'idéologie jusqu'au-boutiste s'est trouvé en porte-à-faux par rapport à un électorat plutôt modéré. Qui, à Tel Aviv la cosmopolite et l'insomniaque, est prêt à mourir pour Hébron?

Il reste le front du refus intérieur, essentiellement les deux petits partis de l'extrême-droite "laïque" et les national-religieux du Goush.

Emounim ("Bloc de la foi"), dont la vigueur des convictions compense quelque peu les dimensions modestes. Pour l'instant, leur réaction s'est limitée à plusieurs manifestations bruyantes, à quelques piquets de protestation et à un certain nombre de provocations, sans grande gravité, à l'égard de la population palestinienne et des forces de l'ordre. Après tout, pas un colon n'a été encore déplacé, et le gouvernement s'efforce par tous les moyens de rassurer cette population.

Cependant, sans préjuger de ce que sera la réaction des zélotes lorsque le cauchemar se muera en réalité — et il n'est pas exclu qu'un certain nombre parmi eux défendront leurs maisons les armes à la main — remarquons qu'il n'existe pas de tradition de violence politique en Israël. En un siècle de présence sioniste, et malgré des passions exacerbées, les assassinats politiques se comptent sur les doigts d'une main. Les structures de l'Etat — probablement le dernier Etat jacobin du monde démocratique — ne sont pas seules en cause. La guerre fratricide est un tabou puissant, qui remonte à la fin du Second Temple, à cette "haine gratuite" entre Juifs qui, selon la tradition rabbinique, a été à l'origine de la chute de Jérusalem. A l'exception d'une poignée de sicaires, émules du feu le rabbin Méïr Kahana, les Juifs orthodoxes répugnent à porter la main sur leurs compatriotes. Et cette tradition imprègne l'ensemble de la culture politique israélienne.

A considérer la situation de ce côté-ci de la barricade, la paix a toutes ses chances malgré l'étroitesse de son assise parlementaire, le désarroi du principal parti d'opposition laisse au gouvernement une marge de manœuvre considérable. Et, à moins d'un cataclysme que rien ne laisse prévoir — par exemple, une vague de terrorisme tel qu'il déstabiliserait le pouvoir — on voit mal ce qui pourrait changer ces bonnes dispositions d'une l'opinion infiniment lasse de la guerre et qui aspire avidement à la normalité.

Elie Barnavi est professeur d'Histoire à l'Université de Tel Aviv.

Note :

1 J'ai laissé de côté les fluctuations du bloc orthodoxe sioniste qui répondent pour l'essentiel à des préoccupations de politique intérieure qui leur sont particulières.